

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

MAI 1966

## CHEZ RHÔNE-POULENC

Au mois de mars, les travailleurs de chez RHONE-POULENC (usine de Vitry) ont fait preuve d'une grande combativité. Faute de place, il n'est pas possible de raconter le détail des mouvements qui se sont produits, ni d'analyser l'attitude de chaque syndicat ou des minorités révolutionnaires qui existent dans l'usine.

En simplifiant beaucoup, disons que les travailleurs ont fait grève une première fois pendant 24 heures et à 90% à l'appel des syndicats qui, fait unique depuis de nombreuses années, avaient proposé une augmentation de salaire chiffrée. Les ouvriers ont ensuite imposé une nouvelle grève de 24 heures, poussé les syndicats au cours de manifestations de rue et lancé des mots d'ordre plus radicaux que ceux des organisations syndicales, tels que "La grève jusqu'au bout", "la parole aux travailleurs".

Mais si la volonté de lutte des travailleurs a été manifeste et a mis les cadres syndicaux dans l'embarras, ces mêmes "cadres" ont repris très vite la situation en main.

Le problème qui s'est posé aux travailleurs de RHONE-POULENC, et qu'ils n'ont pas résolu, est celui de la mise sur pied d'une organisation réellement ouvrière.

A notre avis, une telle organisation peut commencer par la formation de groupes d'ouvriers combattifs dans chaque atelier, laboratoire ou bureau.

Ces groupes, dont le nom n'a pas d'importance (comité de lutte, comité ouvrier, comité d'action etc...) devraient être ouverts à tout travailleur syndiqué ou non, quelle que soit sa position politique, religieuse ou la couleur de sa peau. Dans une boîte de l'importance de RHONE-POULENC, chaque groupe devrait évidemment élire des délégués mais avec pour seul mandat de contacter les travailleurs des unités de production voisines afin de coordonner la lutte et les revendications. Inutile de dire que des revendications non hiérarchisées apparaîtraient aussitôt: à RHONE-POULENC notamment, presque tous les travailleurs comprennent la nécessité de demander des augmentations de salaires égales pour tous.

L'organisation que nous proposons semble utopique à des petits-bourgeois. Elle peut être facilement comprise par des travailleurs qui ont participé à une lutte réelle.

Toutefois, il faut répondre à certaines objections faites de bonne foi par beaucoup d'ouvriers.

1) Lorsqu'un mouvement démarre, il passe par les syndicats.

Cette constatation, faite en général par des militants politiques, est exacte; mais les travailleurs qui partent de là pour entrer dans les syndicats commettent une erreur. Surtout quand ils prennent des responsabilités jusqu'au secrétariat de section syndicale.

C'est justement parce que les syndicats ont encore de l'influence qu'il faut susciter de nouvelles formes d'organisation pour mettre l'ensemble des travailleurs devant un choix clair: l'organisation bureaucratique (le syndicat) qui mène toujours à l'échec ou l'organisation ouvrière dont le succès n'est pas assuré mais qui laisse au moins aux travailleurs la direction de leurs propres luttes.

L'adhésion à un syndicat devient alors une question de choix individuel. Elle peut se justifier soit par le désir d'obtenir une aide en vue de régler des questions personnelles, soit par la possibilité qu'elle ouvre d'être en contact avec quelques ouvriers conscients encore syndiqués.

Dans une usine comme celle de Vitry, où à peine 10% des travailleurs sont syndiqués, le militantisme à l'intérieur des syndicats ne s'impose pas. D'autant plus, que la participation à un syndicat colle une étiquette dont il est parfois difficile de se débarrasser.

2) Un comité ouvrier peut se constituer dans une grève mais ne peut pas exister tout le temps.

Il est certain que l'existence d'un tel comité suppose un acte de conscience des travailleurs et donc une lutte. Mais c'est une erreur de concevoir cette lutte uniquement sous la forme de la grève. Il peut y avoir un combat quotidien contre les conditions de travail ou les abus des chefs. Par exemple, chez RHONE-POULENC, l'hygiène et la sécurité posent de graves problèmes qui ne seront résolus ni par la direction, ni par les syndicats, ni par des comités d' "experts"; chaque ouvrier s'en rend compte. Les groupes ou comités dont nous parlons pourraient donc se former pour discuter de cette question et décider quels travaux doivent être refusés parce que trop dangereux.

3) La classe ouvrière n'est pas prête à adopter cette forme d'organisation.

L'affirmation semble vraie. Surtout chez RHONE-POULENC où, pendant la période d'agitation, un militant a proposé de constituer un comité de grève; sans aucun succès apparemment.

Mais il faut d'abord constater que cette proposition est intervenue bien tard, alors que le mouvement était déjà lancé.

De plus, s'il est exact que la presque totalité de la classe ou-

vrière, en France, a oublié qu'elle pouvait avoir sa propre organisation de lutte, c'est justement une raison pour mener une propagande suivie en vue de le lui rappeler.

Les partis et syndicats traditionnels consacrent tous leurs efforts à persuader la classe ouvrière qu'elle a besoin de chefs. L'expérience lui prouvera qu'elle doit s'en passer. Essayons de l'aider dans cette expérience.

-----

# Capitalisme dernier cri

Nos gouvernants se préparent à faire des ouvriers des capitalistes et nous aurons bientôt droit à un projet de loi sur la distribution d'actions aux travailleurs.

Du coup, grande effervescence dans les milieux politiques et capitalistes: il n'est question que "d'association capital-travail" et "d'intéressement des travailleurs à l'entreprise"... Chacun y va de son petit projet, on exhume les textes déjà poussiéreux de 1959 sur l'intéressement du personnel à la marche de l'entreprise, on examine à la loupe les rares firmes qui s'inspirent de ces belles formules...

Ainsi, il se trouve des capitalistes pour affirmer que les ouvriers doivent avoir un "certain" droit sur les biens de production des entreprises. Une épidémie de philanthropie aurait-elle fait son apparition au sein de la classe des exploités, faisant perdre à une partie de ses membres le souci de leurs intérêts?

Evidemment il n'en est rien et ces beaux sentiments que l'on étale devant nous ont un tout autre

source. La force du capitalisme, en effet, réside dans son aptitude à évoluer, à s'adapter aux circonstances nouvelles, pour maintenir, voire renforcer, sa puissance. Le but est toujours le même: c'est l'exploitation des travailleurs en vue du plus grand profit possible. Mais les moyens changent suivant les périodes et leur gamme s'enrichit.

Certains procédés utilisés se révèlent d'autant plus efficaces qu'ils apparaissent à première vue comme des concessions sans contrepartie des capitalistes: ainsi la politique des hauts salaires inaugurée par FORD aux Etats-Unis ou, plus récemment, les accords RENAULT de 1955 associant les ouvriers aux progrès de la productivité. Mais les apparences sont trompeuses et seul un intérêt bien compris amène les patrons à prendre de telles décisions: en augmentant, dans une forte proportion, le salaire de ses ouvriers, donc leur pouvoir d'achat, FORD savait que ceux-ci achèteraient ses voitures et lui permettraient d'élever sa production et, par la même occasion, ses profits. Et, qu'il s'agisse de hauts salaires, de primes liées à la productivité ou de tout autre mesure de ce genre, il

y a le prix que doit payer l'ouvrier: des cadences de travail encore plus intensives et la "compréhension". Car, avec sa prétendue générosité, c'est la "paix sociale" que le capitaliste achète. Il espère que, satisfait de l'élévation de son niveau de vie, l'ouvrier modèrera ses revendications, utilisera moins cette arme qu'est la grève et ne pensera en tout cas plus à remettre en cause le système existant.

Un certain nombre de patrons ont en effet compris qu'ils avaient intérêt à intégrer l'ouvrier dans l'entreprise, à obtenir sa coopération en l'intéressant d'une façon ou d'une autre à la marche de la boîte. Pour parvenir à ce résultat, hauts salaires et primes de productivité ne sont pas les seules solutions possibles. Pourquoi ne pas faire des travailleurs des actionnaires?

Malgré les apparences, aucun risque de voir les ouvriers devenir par ce biais les maîtres de l'entreprise: les formules sont conçues de telle façon que les actions données aux travailleurs ne représentent qu'une part minoritaire du total; de plus, tout le monde sait bien que, de nos jours, la politique d'une société n'est plus le fait des actionnaires, sauf à la rigueur quand ceux-ci sont peu nombreux et très puissants, mais des dirigeants effectifs de l'entreprise.

Par contre, les avantages d'une telle formule peuvent se révéler particulièrement intéressants pour les capitalistes. Le travailleur devenu un petit actionnaire auquel on a persuadé qu'il participait de ce fait à la gestion de "son" entreprise, va se transformer en mouton bien obéissant: s'il veut que "son" entreprise mar-

che, il ne peut pas faire moins que se montrer coopératif et raisonnable, il ne réclamera plus pour un oui ou pour un non des augmentations de salaires, la diminution de ses horaires ou l'amélioration de ses conditions de travail; au contraire, il ne lésinera pas sur la tâche et il hésitera à se lancer dans ces mouvements de grève... si coûteux pour les capitalistes possédant des usines modernes.

Ainsi, comme toutes les autres formules inventées par les capitalistes, l'association capital-travail ou l'intéressement des ouvriers à l'entreprise, quelles qu'en soient les modalités, ne constitue qu'un moyen ingénieux de maintenir et éventuellement d'augmenter les profits de la classe dominante. Les prétendus avantages accordés ne sont que des façons détournées de renforcer l'exploitation des travailleurs.

Il ne peut du reste pas en être autrement: il est dans la logique du système capitaliste que la recherche du profit soit obtenue aux dépens des travailleurs. Il serait donc illusoire d'attendre des capitalistes qu'ils remettent en cause ce principe sans lequel ils n'auraient pas de raison d'être. Et les oppositions qui peuvent surgir entre eux ne sont que des divergences sur la façon de concevoir la meilleure exploitation possible des ouvriers.

En ce moment, les partisans de l'association capital-travail sont une petite minorité chez les patrons. Mais, alors que les élections approchent, il n'est pas mauvais de se montrer "social" en leur faisant plaisir... Et puis qui sait si un jour, il n'y aura pas dans ce projet de loi, pour peu que les circonstances s'y prêtent, une amorce de marchandage avec les syndicats: après tout nos bureaucrates ne seraient pas tellement mécontents de "gérer" les actions des ouvriers; cela ferait quelques bons

petits fromages. Et nous pouvons leur faire confiance pour nous affirmer alors que la classe ouvrière leur doit une nouvelle conquête.

-----

## Peints par eux-mêmes

	C'est à tort que l'on imagine que les milieux syndica-	
	listes sont systématiquement hostiles à l'idée de pro-	
	fit. Ce qu'ils condamnent, c'est une notion du profit	
	dont la propriété revient sans discussion aux action-	
	naires des entreprises.	

Qui apporte ainsi son soutien " conditionnel " au profit capita-  
liste? LÉVARD, président de la C.F.D.T. (cité dans " LE MONDE " du 14 mai).

En somme, ce bon apôtre ne voit aucun inconvénient à l'exploitation  
des travailleurs, pourvu qu'elle ne bénéficie pas uniquement aux action-  
naires. Et si on lui en donne une petite part, non seulement il ne sera  
pas hostile, mais sans doute trouvera-t-il que le profit n'est jamais as-  
sez grand.

-----

! Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos !  
! ressources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 50 francs) !  
! est très facilement couvert par les versements des militants et sympa- !  
! thisants du G.L.A.T. !

! En effet, contrairement aux syndicats et autres organisations !  
! bureaucratiques, nous ne touchons ni ne sollicitons aucune subvention !  
! de la part des capitalistes ou de leur Etat. !

-----

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

### **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.